



# Élection présidentielle en Ukraine : une leçon pour l'Occident

Vladimir TCHERNEGA

Chercheur principal à l'Institut d'information scientifique en matière de sciences sociales de l'Académie des sciences de Russie (INION RAN). Ancien diplomate russe, il était, de 1998 à 2013, responsable des programmes de coopération avec les pays *post-soviétiques* au Conseil de l'Europe à Strasbourg.

La victoire plus que convaincante de Volodymyr Zelensky au second tour de l'élection présidentielle en Ukraine le 21 avril 2019 sur le Président sortant Petro Porochenko (73,22 % de voix contre 24,45 %, cf. *Courrier gouvernemental*) avait été prédite par tous les sondages de l'opinion publique ukrainienne. En effet, au premier tour, il avait obtenu 30,24 % des voix, tandis que son rival, arrivé en second, n'en avait eu que 15,95 % (cf. *Ria Novosti*). Pourtant, en Ukraine et à l'étranger, un grand nombre de « personnes intéressées » espéraient jusqu'au dernier moment que Petro Porochenko pourrait, d'une manière ou d'une autre, renverser la tendance. Sur le sol ukrainien, c'étaient surtout les élites traditionnelles qui craignent que les règles du jeu politique amORALES et cyniques, établies par elles, soient bousculées par un personnage « hors système », un comédien reconverti en homme politique seulement depuis janvier. Derrière ces élites, s'agitent les oligarques ukrainiens, vrais maîtres du pays et inquiets de la présence dans l'ombre de ce « parvenu » d'Igor Kolomoïsky, un oligarque déchu et réfugié en Israël rêvant d'une revanche. Il y a aussi les partisans d'une ligne dure à l'encontre de la Russie qui doutent que Volodymyr Zelensky maintienne cette ligne.

## Un pays mal compris enjeu de rivalités Est-Ouest

En Occident, les soutiens principaux de Petro Porochenko se trouvent à Washington, Bruxelles et Berlin. Bien entendu, ces soutiens ne se faisaient pas d'illusions sur le Président sortant dont la cote de popularité ne dépassait pas 9 %. Oligarque lui-même, il s'est encore enrichi après son arrivée au pouvoir en 2014, tandis que l'Ukraine ne cessait de s'appauvrir et, selon le Fonds monétaire international (FMI), est aujourd'hui le plus pauvre pays de l'Europe (cf. *Kapital*). Les accusations à son égard de corruption et de clientélisme, de résistance aux réformes qui devraient diminuer ce fléau, ne manquent pas. Sa rhétorique patriotique, voire nationaliste, face à la Russie ne l'a pas empêché de tirer des profits du conflit militaire dans le Donbass. En bref, Petro Porochenko était loin d'incarner le système politique et économique sain que l'Occident voudrait voir s'installer en Ukraine.



Cependant, dans le contexte d'une confrontation sans précédent entre d'une part, les États-Unis et leurs alliés, et d'autre part, la Russie, l'essentiel pour les soutiens en question n'était pas là. L'hostilité de Petro Porochenko à Moscou et sa détermination d'ancrer l'Ukraine à l'Occident valaient à leurs yeux beaucoup plus. Comme le souligne un groupe d'experts américains dans *The Wall Street Journal*, beaucoup de membres de l'*establishment* américain ainsi que nombre de responsables de la Commission européenne estimaient que le Président sortant était un « moindre mal » par rapport à Volodymyr Zelensky. On soupçonne ce dernier d'être enclin à s'arranger avec Vladimir Poutine sur les problèmes de la Crimée et du Donbass tandis que Washington et Bruxelles ne sont pas du tout intéressés par un compromis puisqu'ils cherchent une capitulation de Moscou. D'ailleurs, lesdits experts notent avec satisfaction que si Donald Trump n'accorde pas beaucoup d'attention à l'Ukraine, il maintient les sanctions contre la Russie et approuve les livraisons d'armes américaines « létales » à l'armée ukrainienne, ce que Barack Obama refusait de faire (cf. *The Wall Street Journal*). Berlin, de son côté, est plus disposé à mettre fin à ce conflit, mais pas au prix de n'importe quelles concessions au profit de Moscou.

Cette approche purement géopolitique du problème ukrainien donne à penser que l'Occident commet aujourd'hui la même erreur que la Russie de Vladimir Poutine avant la « Révolution de Maïdan » à Kiev en 2014. À l'époque, le Kremlin, sûr de l'influence séculaire russe en Ukraine, se concentrait dans ses relations avec ce pays sur les questions de transit de gaz russe envers Europe et le statut de la base navale russe à Sébastopol. Il a négligé complètement l'évolution de la société ukrainienne qui, d'une part, ne voyait pas en la Russie un modèle économique, social et politique attractif, et d'autre part, rêvait d'adhérer à l'Union européenne considérée comme un club de pays riches. Comme l'on sait, le refus du président Viktor Ianoukovytch, sous la pression du Kremlin, de signer en novembre 2013, l'accord d'association avec l'UE a provoqué des protestations massives, en particulier dans la capitale, qui, finalement ont conduit à la chute du régime, déjà détesté à cause d'une corruption ambiante. La suite est bien connue : le Kremlin y a vu un coup d'État et un complot de l'Occident contre les intérêts russes et a riposté par le détachement de la Crimée et le soutien des séparatistes dans le Donbass. Ces actions ont rendu plus lointaine la perspective de l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan – ce que le pouvoir russe redoutait le plus –, mais la Russie s'est aussi aliénée un grand nombre d'Ukrainiens et a renforcé leur désir de se rapprocher de l'Occident, en particulier de l'Union européenne.

Pour sa part, l'Occident, obsédé par l'idée de faire basculer l'Ukraine le plus vite possible dans son orbite, a négligé les divisions linguistiques et civilisationnelles du pays, sa fragilité en tant qu'État ainsi que la résistance au changement du système oligarchique. Un certain nombre de médias occidentaux qui présentent les pro-russes en Ukraine comme les forces du Mal, étrangères au pays, ont contribué à cet aveuglement. Certes, l'indignation des Ukrainiens vis-à-vis des agissements



du Kremlin et des pertes militaires et civiles dans le Donbass les a unis dans un élan patriotique. Cependant, avec le temps, suite à la lassitude face à ce conflit sans fin, à l'appauvrissement continu et à un pouvoir encore plus corrompu qu'à l'époque de Viktor Ianoukovytch, les vieux clivages d'ordre linguistique et civilisationnel sont réapparues. Qui plus est, l'image de la Russie en Ukraine s'est améliorée.

Cette tendance a été constatée par un nombre de médias occidentaux dont, en France, *Le Figaro* et il ne serait pas inutile de se référer, par exemple, aux données fournies par le journaliste Alexis FEERTCHAK dans son article du 26 mars 2019 sur l'élection en Ukraine : 48 % des Ukrainiens ont une opinion positive de la Russie et 32 % une opinion négative (respectivement 37 % et 46 % un an plus tôt). 50 % des sondés se sont prononcés pour la réouverture de la frontière avec la Russie et pour un mouvement libre des personnes, sans visa et douane. Dans le même temps, le nombre d'Ukrainiens soutenant l'adhésion à l'Union européenne et à l'Otan a baissé, respectivement 57 % et 44 % en 2019 contre 59 % et 46 % en 2017. Et cela malgré le fait qu'en février 2019, cette adhésion a été consacrée en tant que but de l'État ukrainien dans la Constitution. Il est important de noter que le nombre d'Ukrainiens qui soutiennent l'intégration à l'Union européenne a été en 2019 de 88 % dans la partie occidentale de l'Ukraine, 70 % dans le Centre et seulement 33 % dans les régions du Sud, et 27 % dans le Sud-Est. L'adhésion à l'Otan a été soutenue par 64 % en Ukraine de l'Ouest et à Kiev contre 22 % au Sud et 20 % dans le Sud-Est (cf. *Evropejska Pravda*).

On peut y ajouter qu'au premier tour de l'élection présidentielle, le candidat pro-russe Youri Boïko a obtenu, dans la partie du Donbass contrôlée par Kiev, environ 40 % des voix contre 8 % pour Petro Porochenko, l'électorat de ce dernier se trouvant essentiellement en Ukraine de l'Ouest. Le clivage persistant entre l'Est russophone et l'Ouest de langue ukrainienne a incité l'expert américain Henry OLSEN (*The Washington Post*) à tirer cette conclusion : « Une triste réalité consiste au fait qu'en Ukraine, il existe deux nations différentes. Une puissance régionale voisine essaye de faire en sorte qu'une de ces nations prenne le dessus. Quiconque gagne l'élection aura pour tâche d'unir un pays profondément divisé, ce qui paraît extrêmement difficile ».

### **Un pays fondamentalement partagé entre cultures ukrainienne et russe**

Malgré cette vision réaliste, ledit expert, comme beaucoup d'autres, a eu du mal à comprendre la nature du problème : « un grand nombre d'Occidentaux croyaient que l'Ukraine s'était débarrassée de ses anciennes habitudes et que son peuple était uni dans son désir de se soustraire de l'influence russe ». On y voit de nouveau une approche géopolitique qui ignore les réalités ukrainiennes, léguées par l'histoire et la géographie. Il faut rappeler que les régions du Sud-Est et du Sud de l'Ukraine, par exemple, ont été peuplées au cours des siècles par les Russes et Ukrainiens qui se mélangeaient facilement. Leurs langues étaient proches, ils



professaient la même religion orthodoxe. L'une des conséquences de ce brassage était l'apparition, à côté des millions de Russes, d'un grand nombre de personnes qui s'estimaient Ukrainiens sur le plan ethnique, mais appartenaient plutôt à la culture russe avec une spécificité locale. Dans l'Empire de Russie, il y a eu également des tentatives de russification forcée qui ont donné aussi certains résultats. Sur le plan plus large, il vaut mieux noter que la culture citadine dans toute l'Ukraine de l'Est se développait essentiellement sur la base de langue russe tandis que l'ukrainien restait la langue de la population rurale et d'une frange minoritaire de l'*intelligentsia*. Bien que dans la République soviétique d'Ukraine, l'ukrainien était langue d'État, c'est le russe qui dominait l'économie, les sciences ou l'enseignement de matières techniques. Le langage technique ukrainien n'existait pas ou presque. Dans les administrations, officiellement bilingues, l'ukrainien était utilisé dans les zones rurales ou dans les petites villes.

Dans la partie occidentale du pays, une identité spécifique ukrainienne s'est affirmée beaucoup plus nettement, mais ce territoire n'a été rattaché à l'Ukraine qu'en 1939, suite au pacte Molotov-Ribbentrop. De plus, les Ukrainiens de l'Ouest sont culturellement et mentalement très différents, ce qui s'explique, entre autres, par le fait qu'ils sont majoritairement catholiques de rite grec (des Uniates). Enfin, le centre de l'Ukraine représente une sorte de zone intermédiaire où une identité ukrainienne orthodoxe a été imprégnée de la culture russe.

Autrement dit, la langue russe et l'influence civilisationnelle liée à elle, sont en Ukraine un phénomène profond et durable. Celui-ci n'entraîne pas automatiquement une attractivité géopolitique de la Russie, mais elle la facilite. Avec le temps, les russophones d'Ukraine ressembleront peut-être aux Belges francophones ou aux Suisses romands mais, pour le moment, les affinités civilisationnelles avec la Russie sont fortes et le décalage avec les Ukrainiens de l'Ouest persiste. Il faut également tenir compte du fait que 30 % des Ukrainiens ont des liens familiaux en Russie et des millions y travaillent (cf. Alexis FEERTCHAK).

### **La spirale nationaliste de Porenchenko et ses conséquences néfastes sur l'économie**

Le revers de la médaille est la montée d'un nationalisme ukrainien après l'acquisition par l'Ukraine de l'indépendance en 1991. Récemment, les nationalistes ont considérablement gagné en importance suite à « la révolution du Maïdan » où ils ont joué un rôle primordial, mais surtout suite à leur engagement sur « le front de Donbass » et leur détermination face aux séparatistes. Le paradoxe veut que c'est suite à leur pression que le Parlement ukrainien en février 2014, juste après la chute de Viktor Ianoukovytch, a abrogé la loi qui permettait aux régions d'Ukraine d'utiliser le russe comme seconde langue officielle. Le président du parlement *ad interim* Alexandre Tourtchynov y a mis son *veto*, mais l'étincelle était



déjà partie et a grandement contribué à l'embrasement du Donbass avec ses 90 % de russophones.

Petro Porochenko, après son arrivée au pouvoir en mai 2014, a promis de faciliter l'utilisation du russe mais a finalement opté pour la solution prônée par les nationalistes, à savoir une politique visant à chasser le russe d'Ukraine. Ainsi, en septembre 2017, il a signé une loi qui maintenait l'enseignement des langues des minorités nationales jusqu'en 2020 mais uniquement à l'école primaire et au-delà, seul sera enseigné l'ukrainien. Cette loi a été critiquée par les pays voisins et le Conseil de l'Europe. Cependant *grosso modo*, l'Occident n'a pas réagi à cette violation flagrante des droits de l'Homme. Pourtant, la loi en question aggravait la division du pays. En fait, c'était une bombe à retardement qui devait exploser tôt ou tard.

Pour améliorer sa cote de popularité qui ne cessait de chuter, et par la même occasion diminuer l'influence russe, Petro Porochenko a aussi décidé de forcer la création d'une église orthodoxe ukrainienne indépendante. Il a obtenu la reconnaissance de celle-ci par le patriarcat de Constantinople (Istanbul) qui a une autorité morale sur les autres églises orthodoxes. L'Ukraine étant un pays beaucoup plus religieux que la France ou la Russie, cela a permis effectivement au Président d'améliorer momentanément son image aux yeux d'un grand nombre d'Ukrainiens qui aspiraient à une telle indépendance, en l'occurrence par rapport à l'église orthodoxe russe qui pendant des siècles occupait une position dominante. Le problème c'est qu'au lieu d'encourager une évolution des rapports de forces en faveur d'une église nationale, Petro Porochenko a préféré une ingérence directe et grossière de l'État dans ce domaine délicat. La pression sur les paroisses de l'église russe à l'aide de l'annulation des contrats de bail pour les bâtiments de culte, des contrôles fiscaux tatillons ou la convocation d'un nombre de prêtres par le Service de sécurité d'Ukraine « afin de vérifier leur loyauté envers l'État ukrainien » a rendu très hostiles envers le pouvoir les Ukrainiens qui sont restés fidèles à l'église russe. Ils sont certes minoritaires, mais c'est une minorité importante, très active et déterminée. Là encore, l'initiative du Président a aggravé le problème de divisions internes de l'Ukraine.

En cherchant l'appui des nationalistes, Petro Porochenko a également érigé en héros nationaux leurs idoles, Stepan Bandera et Roman Choukhevytch, deux personnages historiques controversés, vénérés en Ukraine de l'Ouest, mais peu populaires, voire détestés en Ukraine de l'Est. En 1941-1942, Roman Choukhevytch était officier d'un commando allemand, mais comme l'Allemagne nazie n'a pas soutenu l'idée d'une Ukraine indépendante, il est passé dans la clandestinité. Stepan Bandera a également collaboré avec les Allemands, puis a été arrêté pour la même raison par la *Gestapo* mais libéré en 1944. Les deux hommes avaient des fonctions dirigeantes à l'Organisation des nationalistes ukrainiennes dont le bras armé, l'Armée ukrainienne insurrectionnelle (commandée un temps par Roman Choukhevytch) a combattu d'abord les troupes d'occupation allemandes,



ensuite les troupes soviétiques. Ladite armée a commis des crimes terribles contre les populations civiles, dont les massacres des dizaines de milliers de Polonais dans la région de Volynie en 1943-1944. D'ailleurs, en janvier 2018, le Parlement polonais a qualifié ces massacres « d'acte de génocide » et a passé une loi qui prévoit des peines de prison pour la glorification de Stepan Bandera et son idéologie ultranationaliste.

La politique nationaliste de Petro Porochenko, qui a divisé encore plus la société ukrainienne, s'expliquait en partie par son désir de faire oublier les difficultés économiques et la dégradation du climat social dans le pays. En 1991, parmi trois républiques slaves de l'URSS, la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine, cette dernière était la plus riche. En 2013, pour les raisons qui ne peuvent pas être exposées dans le présent article, le PIB par habitant en Ukraine était déjà deux fois inférieur à celui de la Biélorussie et trois fois par rapport à la Russie ! En 2014, le PIB total du pays a chuté de 17 % et en 2015 de 10,5 % ; l'inflation étant respectivement de 25 et 43 %. Les causes principales sont : la perte de la Crimée, le conflit militaire dans le Donbass, mais aussi une corruption sans précédent et une rupture délibérée par Kiev de la plupart des liens économiques avec la Russie. Pourtant, jusque-là le marché russe absorbait la majeure partie des exportations industrielles et agricoles ukrainiennes. Bien sûr, cette rupture se justifie moralement, mais l'économie ne résonne pas en ces termes. L'Ukraine a cessé, par exemple, de fournir à la Russie des moteurs pour les navires et hélicoptères militaires : or, la Russie a construit de nouvelles usines qui lui ont permis d'atténuer ce problème tandis que l'Ukraine a perdu ses capacités de production. La situation est similaire pour la fabrication des avions, des missiles, des navires, des machines-outils, etc.

L'Union européenne, liée à l'Ukraine par un accord d'association, n'a pu compenser, avec sa politique de quotas d'importation, qu'une partie de la perte du marché russe. Les autres partenaires occidentaux ont fait encore moins. Certes, le FMI et la Commission européenne ont déboursé des crédits pour le gouvernement ukrainien, respectivement de 17,5 et 11,2 milliards de dollars, étalés sur plusieurs années qui lui ont permis d'éviter la faillite. Qui plus est, l'économie nationale a renoué avec la croissance, 2,5 % en 2017 et 3,1 % en 2018 tandis que l'inflation est retombée à 9,8 %. Mais, selon les prévisions officielles, le PIB de 2013 ne sera atteint qu'en 2021 (cf. *Ukraina.ru*) et, de toute façon, il restera inférieur à celui de 1991.

Par ailleurs, une partie de crédits en question a été volée ou a été dépensée d'une façon inefficace, comme le constatent les experts occidentaux (cf. Cristian WIPPERFÜRTH). Or l'État ukrainien est obligé de les rembourser chaque année. Et l'essentiel n'est même pas là : le FMI a soumis son « aide » à des conditions draconiennes concernant, notamment, l'augmentation très importante des tarifs de gaz, d'électricité, de chauffage, d'eau et de transport pour la population. Entre 2014 et 2017, le gaz, par exemple, est devenu plus cher de 165 %, l'électricité de 100 %, l'eau chaude de 57 %. En 2018, le tarif de gaz a encore augmenté de 18 % tandis



que le tarif d'électricité n'a pas changé, mais, pour la période 2019-2021, selon les prévisions du ministère du Développement économique d'Ukraine, ces deux tarifs devraient augmenter de 25 % chaque année. De fait, aujourd'hui, le pouvoir d'achat des Ukrainiens n'atteint que de 82 % de celui de 2013 (cf. *Oukraïnski Novini*). Il existe des subsides pour les plus pauvres, mais elles sont très en retard sur les prix. On peut donc facilement imaginer la colère et la déception des Ukrainiens.

### **La 1<sup>re</sup> mission du président Zelensky : gagner le Parlement ukrainien (*Rada*)**

Tout cela montre l'immensité de la tâche que le nouveau Président de l'Ukraine, élu sans programme, grâce à un vote protestataire contre les élites traditionnelles, devra affronter. Le protagoniste de la série télévisée *Serviteur du peuple* où un professeur d'école, devenu Président, suite à un concours de circonstance, combat les oligarques, les députés et les fonctionnaires véreux, doit maintenant faire cela réellement dans un pays divisé plus que jamais. De plus, il a face à lui un Parlement puissant et plutôt hostile. Pour pouvoir gouverner, il lui faudra encore gagner les élections législatives qui devraient avoir lieu en octobre prochain (sauf élections anticipées).

Actuellement, à la recherche d'une stature du « Président de tous les Ukrainiens », Volodymyr Zelensky fait des déclarations contradictoires. Par exemple, il se prononce en faveur de la langue russe, ce qui est logique pour un président russophone ayant eu le soutien le plus important en Ukraine de l'Est, tout en affirmant que la vénération de Stepan Bandera par un nombre d'Ukrainiens est un fait positif. Ou alors, il promet de trouver un compromis avec la Russie sur le conflit dans le Donbass, tout en refusant d'amnistier les séparatistes ce qui bloque toute perspective de règlement. Sa proposition d'inclure dans le « format normand » (Allemagne, France, Russie et Ukraine), les États-Unis et la Grande-Bretagne va aussi dans ce sens (cf. *Regnum*). On verra, si cette stratégie est payante.

Par contre, Volodymyr Zelensky confirme sans équivoques son attachement à l'intégration de l'Ukraine à l'Union européenne et, sur le plan plus large, à l'Occident. Mais l'Occident doit tirer sa leçon de cette élection. Il doit s'élever au-dessus du paradigme actuel « c'est nous ou la Russie », sinon l'État ukrainien risque, surtout si Volodymyr Zelensky subit un échec, de se fissurer encore plus, voire même de se désintégrer.





### Éléments de bibliographie

« Les résultats officiels de l'élection présidentielle régulières le 21 avril 2019 », *Courrier gouvernemental*, 03 mai 2019.

CULLISON Alan, MARSON James et NORMAN Laurence, « Can a Ukrainian Comic Stand Up to Russia? The West Stories », *The Wall Street Journal*, 04 avril 2019.

« 57 % des Ukrainiens soutiennent l'adhésion à l'UE, 44 % l'intégration à l'Otan », *Evropejska Pravda*, 22 février 2019.

FEERTCHAK Alexis, « Élection en Ukraine : un vent de "dégagisme" dans un contexte géopolitique tendu », *Le Figaro*, 26 mars 2019 ([www.lefigaro.fr/](http://www.lefigaro.fr/)).

OLSEN Henry, « Old Fissures Reemerge in Ukraine. This a Big Problem », *The Washington Post*, 03 avril 2019 ([www.washingtonpost.com/](http://www.washingtonpost.com/)).

« Selon les prévisions du ministère du Développement économiques, les tarifs pour les transports ferroviaires augmenteront de 50 % dans un an », *Oukraïnski Novini*, 11 juillet 2018.

« Zelenski promet d'engager les États-Unis et la Grande-Bretagne dans les négociations sur le Donbass », *Regnum*, 03 avril 2019.

« La commission électorale de l'Ukraine a diffusé les résultats du premier tour de l'élection », *RIA Novosti*, 07 avril 2019.

Руденко Артем, « Україна офіційно стала самою бідною країною Європи » [L'Ukraine est devenue officiellement le plus pauvre pays de l'Europe], *Kapital (Ukraine)*, 12 octobre 2018 (<http://hubs.ua/economy/ukraina-ofitsial-no-stala-samoj-bednoj-stranoj-evropy-135849.html>).

ТІКНІУ Федор, « Экономические итоги-2018: Украина тонет в болоте » [Bilan économique 2018 : l'Ukraine se noie dans un marais], *Ukraina.ru*, 30 décembre 2018 (<https://ukraina.ru/exclusive/20181230/1022200963.html>).

WIPPERFÜRTH Cristian, « Die Ukraine von den Präsidentschaftswahlen », *Telepolis*, 26 mars 2019 ([www.heise.de/tp/features/Die-Ukraine-vor-den-Praesidentschaftswahlen-4347522.html](http://www.heise.de/tp/features/Die-Ukraine-vor-den-Praesidentschaftswahlen-4347522.html)).